

Que s'est-il passé cette semaine sur le marché de la santé ?

CHEZ NOS CLIENTS ET PROSPECTS

Garance se dote d'une direction de la stratégie et des opérations portée par Xavier Couratier

La Tribune de l'assurance - 16/01/2020

- Cette nouvelle direction, dont le périmètre s'étend de la conception des produits à leur gestion auprès des adhérents, a pour but de renforcer encore l'efficacité de la mutuelle, dont la stratégie s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue.

Mutuelle générale des cheminots : Patrice Guichaoua redevient président

News Assurance Pro - 16/01/2020

- L'info : le conseil d'administration de la MGC a confirmé Patrice Guichaoua au poste de président.
- Le contexte : l'ancien vice-président avait été nommé président par intérim suite à la démission de Gery Branquart en novembre 2019. Ce dernier est mis en examen suite à un contentieux avec un ancien directeur général.

Agrica : Eric Gérard devient directeur général adjoint

News Assurance Pro - 15/01/2020

- Éric Gérard, directeur des assurances de personnes d'Agrica, devient directeur général adjoint. Il travaillera sous la responsabilité de Frédéric Héroult, directeur général et Antoine Leroy, directeur général délégué.

SUR NOS DOMAINES D'INTERVENTION

85 % des salariés déclarent être couverts par une garantie de prévoyance

La Tribune de l'assurance - 17/01/2020

- Les chiffres : 85 % des salariés sont couverts par une garantie de prévoyance. Par ailleurs, 88 % des entreprises en proposent au moins une. La garantie la plus souscrite est celle couvrant l'incapacité de travail, proposée par 84 % des entreprises, suivie de la rente d'invalidité (69 %) et des garanties décès (68 %). Ces garanties sont principalement mises en place par le biais d'un accord professionnel ou d'une convention collective.
- L'étude : le CTIP et le Crédoc ont publié le 13e Baromètre de la Prévoyance réalisé à partir des interviews de 1000 chefs d'entreprises et 1000 salariés.

Autorégulation du courtage : c'est reparti pour un tour !

News Assurance Pro - 16/01/2020

- Le contexte : censuré par le Conseil Constitutionnel en mai dernier, le projet d'autorégulation du courtage d'assurance revient sur le devant de la scène. Une nouvelle proposition de loi sur le sujet a été enregistrée mardi 14 janvier à l'Assemblée nationale.
- L'info : une nouvelle proposition de loi « relative à la réforme du courtage de l'assurance et du courtage en opérations de banque et en services de paiement », a été déposée à l'Assemblée nationale avec des ajustements par rapport au projet inscrit dans la loi Pacte. Cette proposition prévoit une mise en œuvre au 1er janvier 2021.

Complémentaire santé solidaire : quels tarifs pour les contrats de sortie ?

News Assurance Pro - 15/01/2020

- L'info : un arrêté publié au Journal Officiel le 31 décembre fixe les tarifs maximaux des contrats de sortie pour les bénéficiaires d'une complémentaire santé solidaire, en fonction de l'âge de la personne couverte. Le montant de ces contrats oscille entre 16 euros et 60 euros en fonction de l'âge de l'assuré

POUR LA CULTURE GÉNÉRALE

La grève du codage donne des sueurs froides aux Hôpitaux de Paris

Les Echos - 15/01/2020

- L'info : la grève du codage, commencée en octobre, menace de déstabiliser des établissements économiquement fragiles. L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) aurait ainsi perdu entre 270 et 300 millions d'euros de recettes au dernier trimestre 2019, soit près de 17 % des recettes liées à l'activité attendue sur l'exercice budgétaire.
- Le détail : un grand nombre de médecins franciliens ont refusé de renseigner les soins effectués en lien avec les pathologies diagnostiquées pour chaque cas d'hospitalisation. Or sans cet encodage des actes, on ne peut plus facturer. Impossible de procéder à la tarification à l'activité (T2A) qui rapporte en temps normal plus de 60 % de leurs recettes aux hôpitaux et qui dépend du volume d'activité observé.
- L'explication : réduire la dépendance des hôpitaux envers la T2A, c'est ce que veulent à la fois les grévistes du collectif inter-hôpitaux (CIH), et le gouvernement. Emmanuel Macron a promis qu'il n'y aurait plus que 50 % de T2A à l'hôpital en 2022.

L'assurance paramétrique apporte une solution différente à l'assurance traditionnelle **Tribune – Antoine Denoix , Directeur général d'Axa Climate**

News Assurance Pro - 15/01/2020

- Le contexte : le manque de protection face aux catastrophes naturelles est important. Avec le changement climatique et l'augmentation en fréquence et/ou l'intensité des aléas climatiques, ce manque de protection est susceptible de s'accroître, rendant l'ensemble des acteurs météo-sensibles plus vulnérables.
- L'info : pour relever ce défi, Axa a créé Axa Climate, une plateforme de protection contre les risques climatiques. Elle propose de l'assurance paramétrique climatique qui s'appuie sur les données issues des stations météo au sol, de l'Internet des Objets, mais également de l'imagerie aérienne – satellites, drones, avions -, pour automatiser le paiement de l'indemnisation immédiatement après l'événement couvert.

Les préoccupations des Français en matière de protection sociale

AG2R La Mondiale - 14/01/2020

- L'info : les Français sont aujourd'hui préoccupés par toutes les dimensions de la protection sociale, notamment la santé (86%, +3 points par rapport à 2017) et la dépendance (78%, +6 points). La retraite (69%) et l'épargne (69%) représentent également des préoccupations fortes pour tous. On note de fortes attentes en matière d'information concernant ces sujets qui sont sources d'inquiétude.
- L'étude : deux ans après la première édition de son étude, AG2R LA MONDIALE a de nouveau mandaté Harris Interactive fin 2019.

Des données personnelles mieux protégées sur le Web

Les Echos - 14/01/2020

- L'info : la CNIL a publié un projet de recommandations sur le ciblage publicitaire et le recueil du consentement des internautes. L'objectif est de faire en sorte qu'il soit aussi facile d'accepter que de refuser d'être pisté en ligne.
- Le contexte : Marie-Laure Denis, la présidente de la CNIL, précise que cet encadrement des cookies « pourrait avoir un impact économique » sur le monde de la publicité en ligne (Google et Facebook inclus), un marché qui pèse 2 milliards d'euros en France.
- Le constat : une étude montre que 88% des fenêtres pop-up de recueil du consentement ne respectent pas la loi européenne.